

**AÏN BEÏDA****La famille  
révolutionnaire  
endeuillée**

Né en 1931 à Aïn Beida, le défunt adhéra très jeune à une organisation secrète entre 1954 et 1956 sous le commandement du commandant Hamioud Bouchemal, un officier de l'armée de Libération nationale, une organisation qui s'occupait de la sensibilisation de jeunes Algériens pour rejoindre les rangs de l'ALN et participer aux combats menés par les moudjahidine pour libérer le pays du joug colonial.

Ammi M<sup>ed</sup> Laïd, comme préfèrent l'appeler les habitants de la ville de Aïn Beida, a tout de suite gravi les échelons pour atteindre des postes de responsabilité. Très actif, il a attiré les soupçons des Français, il a rejoint le maquis à partir de 1956, où il a sillonné les monts des Aurès. Il a été condamné à mort à deux reprises par les tribunaux français pour son activisme militaire.

Selon son compagnon de guerre, Hadj Smaïl Hacini, le défunt, et durant les six années qu'il a passées aux côtés des valeureux combattants, s'en sortit avec des blessures à deux reprises. Au lendemain de l'Indépendance, ammi M<sup>ed</sup> Laïd a occupé plusieurs postes de responsabilité au sein des organisations politiques du Front de libération nationale FLN et des kasma-te du parti unique.

Hier, après la prière du dohr, une foule nombreuse a accompagné le défunt à sa dernière demeure. Avec la disparition de ce moudjahid, c'est un autre pan de l'histoire de l'Algérie qui s'écroule. Que Dieu Le Tout-Puissant ait son âme et l'accueille en Son Vaste Paradis.

**Moussa Chtatha**

**GUELMA****Une opération salvatrice pour  
une hémiplegique abandonnée  
à Bouhachana**

**Une mission salvatrice de la cellule de santé de proximité de la DSP de Guelma semble avoir travaillé pour le bien de Sassia, une quadragénaire qui vit sous le seuil de pauvreté.**

Cette action était de répondre à l'appel de cette femme souffrant d'une hémiplegie et d'autres tares, une situation précédée d'un drame familial puisqu'elle s'est retrouvée en rupture conjugale, quand son mari l'a abandonnée avec un enfant, il y a plus de trois ans, après avoir été victime de cette pathologie invalidante. Et c'est là que tout se complique. La malade a été découverte par les équipes de soins de proximité,

dans une mechta reculée de la commune de Bouhachana, à une trentaine de kilomètres de Guelma. Son état de santé détérioré est un élément qui est venu se rajouter à une précarité poussée à l'extrême. Sassia s'est trouvée socialement pénalisée par cette situation qui était destinée à perdurer. Révélant ceci aux membres de cette équipe de santé pluridisciplinaire, la patiente a accepté d'être transférée dans un service

médical spécialisé d'un EPH de la ville de Guelma. Le directeur de la santé a affirmé qu'elle avait été emmenée à l'hôpital Okbi du centre-ville, et est sous traitement approprié, précisant qu'elle a été transportée dans le véhicule mis à la disposition de la cellule de soins de proximité par la wilaya. L'équipe soignante de Sassia a noté que la situation précaire de leur patiente peut être la cause de l'altération de son état général. «La malade a été signalée comme gravement malade et elle bénéficie actuellement d'une prise en charge adéquate, avec une

évolution favorable.» Grâce à la générosité spontanée dont ont fait preuve le président et des élus de l'APW, et à la disponibilité des éléments de la DSP et de la DAS, et tous ceux qui ont participé à cette opération de solidarité qui lui était consacrée, grâce aussi au soutien du wali, Sassia a pu bénéficier, depuis son arrivée à l'hôpital, d'une prise en charge totale et absolue. Cette situation suscite moult interrogations chez les citoyens : «Un service social à l'APC et un mouvement associatif, pourquoi faire?»

**Noureddine Guergour**

**SANTÉ****Virée humanitaire de sommités  
médicales à Oum-El-Bouaghi**

**Enfin, c'est devenu une tradition. Mardi dernier, pas moins d'une vingtaine de professeurs et docteurs en médecine ont effectué une visite à Oum-El-Bouaghi dans une mission beaucoup plus à caractère humanitaire.**

Selon les informations recueillies sur les lieux au sein de l'EPH Mohamed-Boudiaf du chef-lieu de wilaya, nous avons appris que c'est sur l'initiative de M. Hamadou Lazhar, président de la commission de la santé, des affaires sociales et du travail de l'Assemblée populaire nationale APN que cette forte mission médicale a répondu favorablement. Menée par le professeur Boubakeur du CHU d'Oran, la délégation composée

aussi d'autres éminents professeurs comme le professeur Touhami, un spécialiste en chirurgie générale établi à l'Hexagone depuis plus de 20 ans et qui a exercé par le passé les fonctions de recteur de l'université de Sidi-Bel-Abbès.

A aussi renforcé cette honorable équipe médicale, le professeur Boucif, ce chevronné de la chirurgie aux cheveux grisonnants qui capitalise plus d'une trentaine d'années d'expérience dans le domaine, venu de l'hôpital de Mascara dans l'Ouest du pays pour prêter main forte à ses confrères.

Cette équipe assistée dans son humble tâche par l'autre spécialiste Bouzid Madani, chirurgien à l'E.P.H Mohamed-Boudiaf connu pour son abné-

gation et sa compétence, a réalisé près d'une vingtaine d'interventions chirurgicales en une seule journée non-stop dans différentes spécialités. Les patients dont les pathologies et les dossiers complètement ficelés sont issus de différentes régions de la wilaya et même hors wilaya.

Le député Hamadou, initiateur de cette louable action, a bouclé la journée par l'organisation d'une conférence animée par le professeur Touhami avant de décerner des titres honorifiques aux membres de la délégation.

Pour rappel, une même action a été organisée en 2014 et a concerné 24 interventions chirurgicales effectuées au niveau de l'EPH Mohamed-Boudiaf.

**Moussa C.**

**OUM EL BOUAGHI****Deux frères condamnés pour tentative de meurtre**

**La cour criminelle d'Oum-El-Bouaghi a rendu, en cette fin de semaine, un verdict condamnant deux frères qui se sont rendus coupables de tentative de meurtre volontaire contre la personne de leur voisin.**

Les faits de cette affaire, selon le procès de renvoi, remontent à la fin de l'année écoulée lorsque la victime habitant la localité de «Babar» dans la wilaya de Khenchela se présenta auprès des services de police pour porter plainte contre trois frères qui ont utilisé des armes blanches et autres objets durs pour l'agresser.

Selon le plaignant, les agresseurs l'ont battu et l'ont laissé pour mort, ce qui a nécessité son transfert par les éléments de la Protection civile vers l'EPH Boussaha de la ville de Khenchela où il a subi une

intervention chirurgicale pour arrêter l'hémorragie causée par l'agression. Le médecin légiste qui a ausculté la victime lui a délivré une incapacité de travail de 45 jours. L'enquête ouverte par les services de sécurité a touché plusieurs personnes qui ont été entendues.

Les trois frères, présumés auteurs de cette agression, ont rejeté en bloc toutes les charges retenues contre eux, seulement les témoignages oculaires ont pesé lourdement sur les accusés.

L'une des preuves tangibles et palpables citées par les



Photo : DR

témoins est celle de la destruction du véhicule du frère aîné des présumés qui aurait heurté un autre véhicule lors d'une fête de mariage qui s'est déroulée à Babar ce qui a poussé le propriétaire à s'accrocher avec le conducteur de l'autre véhicule.

Selon le procès de renvoi, c'est à ce moment précis que la victime dans cette affaire intervient pour séparer les deux antagonistes, alors que les deux autres frères inculpés dans cette affaire qui étaient dans un état d'ébriété avancé, croyant à

une altercation entre leur frère et la victime, se sont rués sur cette dernière et l'ont battue usant d'armes blanches et d'un bloc de ciment récupéré sur les lieux. Dans cette affaire, les témoins qui ont été entendus par la police judiciaire chargée de l'enquête ont tous chargé les trois frères présumés auteurs de l'agression.

En cette fin de semaine, les jurys membres de la cour ont, après délibérations, rendu un verdict condamnant B. M. et B. L., à 5 ans de prison dont trois non exécutoires au motif de tentative de meurtre volontaire. Quant au procureur de la République, il a requis 5 ans de prison ferme pour les deux inculpés.

**M. C.**